



Déclaration liminaire du CTSD du lundi 6 septembre 2021

Mme la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

Les rentrées sous l'ère Blanquer se suivent et se ressemblent...

Dans un contexte sanitaire tendu, où l'extrême vigilance quant à l'organisation de cette rentrée devait être de mise, c'est encore un scénario tardivement écrit et avec de nombreux flous et insuffisances qui est proposé malgré un variant Delta particulièrement contagieux.

La publication tardive (comme à son habitude), non concertée (comme à son habitude) du protocole ministériel clairement pas à la hauteur de la contagiosité, fait l'impasse sur des mesures indispensables : non brassage systématique, absence d'une véritable stratégie de dépistage, équipement des locaux en détecteurs de CO₂ et travaux pour améliorer l'aération.... Même le conseil scientifique a émis des regrets quant à l'abandon des dépistages qui pourraient être un complément extrêmement utile au maintien de l'ouverture des classes, notamment dans le primaire. Ce même conseil rappelle également l'importance de la transmission par aérosols en lieux clos, et de fait l'importance de l'usage du masque, de l'aération régulière des locaux, de l'usage de capteurs CO₂, et de purificateurs d'air. La FSU n'a eu de cesse, tout au long de l'année écoulée, de porter ces demandes de dépistages, masques gratuits et de capteurs de CO₂... en vain.

En France, après dix-huit mois de pandémie, l'école ne doit pas rester le talon d'Achille de la stratégie sanitaire. L'École a été mise à rude épreuve et les personnels sont exténués. Notre ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires.

Au-delà de l'aspect purement sanitaire, alors que les besoins éducatifs sont importants, que l'ambition pour l'école aurait dû être une priorité, le ministère poursuit une politique qui va à rebours de ces besoins. Cette rentrée aurait mérité, plus que jamais, la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation. On en est loin, contrairement à ce que tente d'afficher la communication ministérielle.

Lors de la conférence de rentrée le ministre de l'éducation nationale s'est livré à une campagne d'autopromotion, (comme à son habitude), dressant un bilan dévoilant des annonces : le déploiement du pass culture, une bourse pour les ayant droit, les évaluations PIK et n'hésite pas à mentir quand il ose s'attribuer le dégel du point dans la Fonction publique qui a eu lieu en 2016 et 2017 (sous la présidence de Hollande) oubliant sciemment le regel dès son entrée au ministère. La prime d'activité instaurée et ne touchant que 31% des enseignant.es est loin de compenser les pertes de pouvoir d'achat. Les mesures de revalorisation tant attendues par la profession sont loin d'être historiques. La FSU exige une revalorisation rapide de tous les personnels. Ce même jour, Mr Blanquer a aussi lancé une campagne d'affiches sur la laïcité révélant une profonde confusion sur le sens de ce qu'est la laïcité. En jouant sur des caractérisations stéréotypées, elle laisse croire que les motivations de la laïcité pourraient se confondre avec une lutte contre le communautarisme. Soigneusement construite pour qu'une lecture rapide donne l'impression d'une vision généreuse, cette campagne de

communication contribue en fait à renforcer l'idée que les menaces contre la liberté de conscience seraient liées aux différences d'origine et aux écarts culturels qu'elles supposeraient. Elle relève donc d'une stratégie politique contradictoire avec le travail que l'école doit conduire pour éduquer à la laïcité. Pour la FSU, les priorités sont claires et éloignées de telles stratégies.

Plus tard dans la semaine, Mr Blanquer n'a pas hésité à « se baser sur des informations » venues de nulle part pour remettre en question l'utilisation de l'allocation de rentrée scolaire. En 2018, Mme Buzyn alors ministre de la santé, écrivait en réponse à une question écrite : « Aucune étude sérieuse ne prouve que l'allocation de rentrée soit effectivement utilisée par les familles à d'autres fins que les dépenses de rentrée scolaire. » Notre ministre a repris la traversée de la désinformation...et pire, méprise, insulte les familles.

Cet été a aussi été marqué par la loi instaurant le « Pass sanitaire ». Si la FSU a, depuis la rentrée 2020, porté la vaccination auprès de ses personnels, estimant la vaccination comme un moyen indispensable pour lutter contre la pandémie, celle-ci doit être facilitée et non faire l'objet de menaces de sanctions, de suspensions de salaire, de licenciements... Si une vaccination généralisée de la population est indispensable pour combattre l'épidémie, la coercition et la pression ne peuvent remplacer une politique sanitaire qui prévient, protège, informe, incite et vaccine au plus près de la population. Les inégalités d'accès à la vaccination sont pourtant criantes, que ce soit en France ou encore bien davantage à l'échelle mondiale, démontrant la nécessité de la levée des brevets pourtant refusée par de nombreux pays riches dont la France.

La mise en place du « Pass sanitaire » est une mesure autoritaire, discriminante, de surveillance et d'exclusion. Une diversion politique qui permet au gouvernement de se défaire et de renvoyer la dimension politique à une somme de responsabilités individuelles. La population déjà durement éprouvée par les confinements successifs, et notamment les jeunes, le passe les soumet à une logique de chantage et de punition (Pour rappel le ministre a employé le terme « évincé » pour un élève positif au COVID et non vacciné) les « obligeant » à se vacciner s'ils veulent avoir le droit de continuer à vivre « normalement », garder leur emploi ou accéder à l'éducation. Cela a comme conséquences de diviser la population et d'en stigmatiser une partie tout en exonérant l'exécutif du bilan de sa gestion de la crise sanitaire et notamment de la campagne de vaccination avec les inégalités constatées. Un choix à l'opposé des valeurs portées par la FSU. En l'imposant de la sorte, il nourrit la crise démocratique de représentativité. De même, depuis un an et demi, l'incurie du gouvernement a nourri une méfiance problématique à l'égard de la parole scientifique.

Nous l'avons dit, nous nous retrouvons donc à cette rentrée, avec une politique éducative inchangée, marquée par une vision managériale, avec son resserrement sur les « fondamentaux » qui aggrave les inégalités, son sous-investissement chronique et ses projets de réforme dont la direction d'école avec la volonté réaffirmée début juillet d'imposer un statut hiérarchique pour les grosses écoles ou encore celle de l'éducation prioritaire. Cette rentrée voit aussi la mise en place de la réforme de la formation initiale des enseignant.es avec notamment l'arrivée des étudiant.es sous statut de contractuel alternant. En Aveyron, combien d'alternants ont-ils été recrutés ? Quid de la formation, de l'accompagnement de ces étudiant.es ?

En déplacement à Marseille, le Président de la république s'est livré à une véritable provocation en reprenant à son compte les refrains libéraux de transformation de l'école primaire. Sous couvert d'expérimentation, sa proposition de recrutement d'enseignant.es par les directrices et directeurs d'école, est un prétexte à la mise en place de modalités relevant du management et des logiques privées. Les écoles ont besoin, à Marseille comme ailleurs, d'effectifs réduits dans toutes les classes, de personnels spécialisés de Rased et d'équipes pluri-professionnelles renforcées ainsi que d'une formation de qualité à la hauteur des besoins. Le fonctionnement de l'école a besoin de directrices et directeurs dont les tâches sont allégées et recentrées sur l'animation et la coordination de l'équipe

pédagogique, d'aide administrative et de temps de décharge suffisant. Cette annonce présidentielle opportuniste lance de la plus mauvaise des façons le débat sur l'école dans la campagne présidentielle. Elle coïncide également avec le second passage au parlement programmé en septembre de la proposition de loi Rilhac, téléguidée par le ministère et largement rejetée par la profession enseignante.

Pour ce qui est du premier degré, nous avons découvert, Madame la Directrice Académique, la création d'un dispositif d'auto-régulation et d'un poste d'un enseignant spécialisé affecté à l'unité d'enseignement maternelle autisme. Or un appel à candidature a été envoyé pour le poste DAR, une fois les résultats du mouvement passés, ce poste n'apparaissant pas dans le catalogue des postes. Nous ne pouvons que dénoncer la méthode. Alors que ce dispositif avait été annoncé depuis plusieurs mois à l'équipe, pourquoi le poste de ce DAR a-t-il été proposé en appel à candidature sans aucune information pour les postulant-es, ni garantie sur l'encadrement, l'accompagnement, les responsabilités des différents acteurs etc pour les enseignant-es de l'école. Pour la FSU, nous ne disposons pas des informations suffisantes pour avoir une appréciation globale et définitive sur ce dispositif. Une réflexion collective sur l'inclusion et les moyens attribués à tous les enfants en situation de handicap doit être initiée avec les différents acteurs.

Nous allons aussi examiner ensemble la situation de certaines écoles. Une analyse qui en resterait aux chiffres pourrait laisser croire que la situation dans les écoles aveyronnaises s'est régulièrement améliorée de ce fait. Ce n'est pas le cas, en tout cas pour de nombreuses écoles du département : en effet, celles-ci ont eu à faire face ces dernières années à la paupérisation galopante des populations y compris dans nos territoires ruraux et aux mutations consécutives aux réformes conduites à marche forcée : inclusion sans les moyens nécessaires, difficultés d'attention et de comportement des élèves, disparition des RASED, surmédicalisation de la difficulté scolaire, injonctions ministérielles. Les climats de classe et les conditions de travail des professeurs s'en sont trouvés dégradés, c'est pourquoi nous resterons vigilant.es quant aux mesures d'ajustement pédagogique que vous allez nous proposer.

Pour ce qui est du second degré, nous allons aussi découvrir des ajustements de rentrée, et c'est assez inédit : car malgré nos sollicitations, vous n'avez pas répondu aux demandes habituelles faites sur ces ajustements, ajustements qui ont à la fois des conséquences importantes sur les établissements comme sur les personnels dont les services et les emplois du temps sont forcément impactés par ces mesures. Certains établissements ont vu des annonces particulièrement tardives, ce qui est facteur de vraie déstabilisation. Des personnels se retrouvent dans des situations professionnelles et donc personnelles compliquées.

Face à un gouvernement qui n'« investira », pour employer un terme managérial, aucun centime, pour l'enseignement de peur d'aggraver un déficit public alors que l'Italie ou les USA n'ont pas hésité à créer des plans pour l'éducation, la FSU continuera à dénoncer ces choix qui privent l'éducation de ses moyens. Le libéralisme montre ici son vrai visage : l'économie est pour lui toujours la priorité par rapport au social. Là, on laisse les écoles ouvertes, mais à leur sort.

La FSU et ses syndicats dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs. C'est pourquoi, la FSU et ses syndicats appellent les personnels à la grève le 23 septembre et dans un cadre interprofessionnel, elle s'associera à la journée d'action nationale pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et d'études, le 5 octobre prochain.